

# Comment construire une Europe de la santé ?

## Déclaration du groupe Associations

La santé n'est pas un bien comme un autre. Elle est un sujet éminemment politique. La pandémie de COVID-19 a révélé les fragilités du système européen de réponse aux crises ainsi qu'une certaine impréparation. Ce système, avec son architecture de soins et sa stratégie de prévention fragmentés, ses décennies de sous-investissement dans les services de santé et d'accompagnement social, est en partie responsable de cette impréparation.

Cependant, il faut aujourd'hui se féliciter des décisions politiques prises témoignant de capacités insoupçonnées de l'Union à mobiliser ses moyens humains, scientifiques, industriels et financiers.

Se féliciter par conséquent que les solutions institutionnelles proposées aient donné lieu à des réalisations politiques concrètes, comme le renfort ou la création d'agences spécialisées qui sont désormais constitutives du projet européen. Se féliciter aussi aujourd'hui que cette mobilisation se poursuive sur d'autres sujets tout aussi graves – comme peut l'être celui de l'invasion ukrainienne – et reliés entre eux par la défense des valeurs démocratiques et de solidarité, fondatrices de notre Union.

La santé est au carrefour de puissantes sphères d'influence, qu'elles soient économiques, industrielles ou professionnelles. C'est le sens des préconisations de cet avis qui plaident en faveur de réponses ne se résumant pas à une approche biomédicale. Il plaide en effet pour une représentation et une intégration de toutes les parties prenantes, dont les usagers du système de soins ou les organisations de la société civile, ce qui sous-tend une vraie révolution dans la gouvernance en santé.

Opportunément notre groupe souhaite insister sur la mobilisation sans faille des associations du secteur médico-social et ce, particulièrement sur le territoire français. Par conséquent il est crucial que ce secteur puisse désormais trouver un vrai développement en Europe.

Le projet européen en matière de santé se doit d'être ambitieux, s'inscrivant dans une politique de santé globale combinant santé humaine, environnementale et animale. Il est donc essentiel que cette politique européenne de santé intersectorielle et interdisciplinaire s'articule avec d'autres stratégies comme le socle européen des droits sociaux ou la stratégie européenne pour la biodiversité. Une politique guidée par un impératif « ne laisser personne de côté ».

Car comme toujours lorsque surgit une crise, les inégalités préexistantes s'accroissent comme le rappelle l'avis récent du CESE sur « inégalités de genre et crise COVID ».

Anticiper est un maître mot en santé. A ce titre, la prévention ne doit plus être le parent pauvre des politiques publiques. Comme préconisé, le « plan cancer » européen doit s'étendre à d'autres plans en santé publique intégrant pleinement les sciences humaines et sociales.

De même, l'UE, première puissance économique mondiale, a les moyens de relever les grands défis en matière de santé en investissant largement dans le numérique et la recherche et développement. C'est un prérequis pour encourager la coopération entre les États membres et pour promouvoir à l'international son modèle de santé. Il revient donc à l'UE d'avancer résolument sur des partenariats et des mécanismes de coopération renforcée avec les pays tiers.

Un modèle de santé inscrit dans la promesse d'une couverture santé universelle par les objectifs onusiens du développement durable et de l'OMS. Ce modèle doit répondre à la question : « Comment construire une réponse politique globale, efficace et réaliste qui permette une amélioration de la santé et de l'équité en santé pour tous ? ». Mettre la santé au cœur de nos politiques avec comme indicateur phare l'espérance de vie en bonne santé peut nous permettre de construire une société plus juste, plus durable et plus démocratique. Et ce, tout en tenant compte du juste équilibre entre les systèmes de soins nationaux approuvés démocratiquement et les besoins communs exprimés de l'Union Européenne.

Il revient donc à l'UE d'atteindre les objectifs du socle européen des droits sociaux mais aussi d'avancer résolument sur des partenariats et des mécanismes de coopération renforcée avec les pays tiers. Car il est désormais acquis que des millions d'exilés viendront frapper aux portes de l'Europe, venant de pays en insécurité alimentaire comme climatique. Leur santé sera notre préoccupation. A nous d'être au rendez-vous de ce défi sans précédent.

Pour conclure, le défi d'aujourd'hui est de constituer un continent européen social moderne construit à la fois sur l'engagement individuel en santé, sur des mobilisations collectives et des politiques publiques dédiées à l'intérêt général et à la défense des droits fondamentaux. La santé n'est pas un bien comme un autre.

Le groupe des associations a voté cet avis